

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS

DESTINÉ À L'OPPOSITION

Juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX Conseil du statut de la femme

TABLE DES MATIÈRES

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyage en avion ou en hélicoptère au Québec
3.	Dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites
4.	Dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements
5.	Dépenses en formation de communication
6.	Dépenses en formation de communication pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés
7.	Contrats octroyés par un organisme
8.	Appels d'offres publics de l'organisme
9.	Contrats octroyés par un organisme et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics
10.	Contrats octroyés par un cabinet ministériel
11.	Consultants externes intégrés ou œuvrant au sein de l'organisme
12.	Projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$
13.	Dépenses de bureau et de frais de déplacement
14.	Dépenses reliées à la téléphonie
15.	Effectifs de l'organisme
16.	Nombre de départs à la retraite et de remplacements effectués

17.	Baux pour les espaces occupés par l'organisme
18.	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués pour le cabinet ministériel
19.	Personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres
20.	Sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire de l'organisme
21.	Personnel hors structure
22.	Personnel en disponibilité
23.	Occasionnels mis à pied
24.	Personnel rémunéré par l'organisme et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres
25.	Abonnements
26.	Information relative aux sites Internet
27.	Nominations de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs
28.	Dépenses pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles
29.	Demandes d'accès à l'information
30.	Activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres
31.	Ententes signées entre l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes
32.	Crédits périmés et gel de crédits pour chaque organisme
33.	Inventaire des services que l'organisme offre aux citoyens
34.	Plan de réduction des dépenses de fonctionnement
35.	Sommes reçues en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement

36.	Montant total des primes au rendement et des bonis
37.	Montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat
38.	Montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire
39.	Cadres, dirigeants de la fonction publique, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée
40.	Cadres, dirigeants de la fonction publique ayant été déplacées de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement
41.	Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif
42.	Contrats octroyés par un organisme et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire
43.	Masse salariale, ventilée par catégorie d'emploi
44.	Taux d'absentéisme, ventilé par catégorie d'emploi
45.	Ententes signées avec une ou des conférences régionales des élus

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG01

Titre : Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d’hébergement, de repas, etc.); e) les noms des ministres, des députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; a. les détails de ces ententes; b. les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant.

Exposé et statistiques :					
Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014					
Endroits	Dates	Titre de la mission	Personnes rencontrées	Montant	Nom
Jordanie	2013-04-25 au 2013-05-02	Invitation de la Jordanie à la présidente du CSF toutes dépenses payées pour présenter les positions du CSF à des groupes et comités traitant de la condition féminine	Représentant du Consulat américain et représentantes d’associations féminines	0,00 \$	Julie Miville-Dechêne
Ottawa	2013-05-06	Intervention du CSF à la séance no 71 sur la traite des personnes - Comité permanent des droits de la personne	Membres du comité de 15 h 30 – 17 h 30	302,14 \$	Julie Miville-Dechêne
Ottawa	2014-02-26	Rencontre sur le dossier Prostitution Cause Bedford – Parlement d’Ottawa – 13 h	Joy A. Smith Députée à la Chambre des communes du Canada, représentant la circonscription manitobaine de Kildonan	631,22 \$	Julie Miville-Dechêne et Marie-Andrée Lefebvre, adjointe exécutive

COLLABORATION : Présidence
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG02

Titre :

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère **au Québec** par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG03

Titre : Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; b) les noms des firmes de publicité; c) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d’une commandite, l’organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Exposé et statistiques :	
DCOM 2013-2014	
Dépenses en publicité :	1 485 \$
Publicité dans le Cahier spécial du 8 mars 2014 du journal <i>Le Devoir</i> CSPQ – <i>Le Devoir</i> Contrat négocié	1 485 \$
Dépenses totales et ventilées en articles promotionnels	550 \$
Tirage d’un iPad mini (sondage SOM sur le webzine <i>Gazette des femmes</i>) Augmenter le taux de réponse au sondage.	475 \$
Tirage de 2 cartes-cadeaux iTunes (Facebook Révolutionne ton 8 mars) Augmenter le taux de participation au concours.	75 \$
Coût total et ventilé des dépenses en commandite :	2 400 \$
Colloque sur le Moyen-Orient (UQÀM) Contribuer financièrement à la venue au Québec de Sally Zohney, une jeune militante égyptienne et féministe, reconnue pour son engagement actif sur la Place Tahrir au printemps de 2011 et son travail à ONU Femmes. Le Conseil a tiré profit de ce partenariat en organisant un événement d’information destiné à un public jeune (commandite).	2 000 \$
Centre R.I.R.E. 2000 Appuyer le Centre R.I.R.E. 2000 à l’occasion de l’événement « Femme, une et plurielle, ou l’art de conjuguer dualités et réalités », tenu pour la Journée internationale des femmes (commandite).	400 \$
Coût total et ventilé des communiqués de presse :	717 \$
Réactions à la suite de la stratégie d’action de la Table des partenaires influents Diffusion du communiqué de presse par CNW	51 \$
Hommage au docteur Henry Morgentaler Diffusion du communiqué de presse par CNW	83 \$
Pénalisons les clients et les proxénètes, décriminalisons les prostituées (ouverture des audiences en Cour Suprême du Canada – cause Bedford) Diffusion du communiqué de presse par CNW	73 \$
40 ans d’action pour les Québécoises Diffusion du communiqué de presse par CNW	15 \$
Avis <i>Innover pour pérenniser le système de retraite</i> Diffusion du communiqué de presse par CNW	73 \$
Charte des valeurs québécoises : Le CSF analysera les propositions du gouvernement Diffusion du communiqué de presse par CNW	15 \$

L'indépendance du Conseil du statut de la femme mise en cause Diffusion du communiqué de presse (site Web)	0 \$
Publication <i>Regard sur la réalité des femmes de 65 ans et plus dans Lanaudière</i> Diffusion du communiqué de presse par CNW	15 \$
Avis <i>Femmes et santé : plaidoyer pour un accès ouvert à la première ligne médicale</i> Diffusion du communiqué de presse par CNW	33 \$
Avis <i>Crimes d'honneur : de l'indignation à l'action</i> Diffusion du communiqué de presse en anglais par CNW Diffusion du communiqué de presse en français par CNW	10 \$ 135 \$
Mémoire <i>Assurance autonomie - S'assurer que les femmes vulnérables soient mieux protégées</i> Diffusion du communiqué de presse par CNW	45 \$
Concours Révolutionne ton 8 mars Diffusion du communiqué de presse (lancement) par CNW Diffusion du communiqué de presse (annonce du jury) par CNW Diffusion du communiqué de presse (dévoilement des équipes gagnantes) par CNW	100 \$ 25 \$ 14 \$
Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes Diffusion du communiqué de presse par CNW	15 \$
Réaction du Conseil du statut de la femme à la décision de la Cour suprême sur la prostitution Diffusion du communiqué de presse par CNW	15 \$

SOURCE : Direction des communications, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG04

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

Exposé et statistiques :

Dépenses totales pour 2013-2014 : **8 907 \$**

Dépenses ventilées :

- Lancement de l'avis sur la construction
Participation (témoignage) de deux travailleuses de la construction **550 \$**
(lancement de l'avis en mars 2013, paiement en avril)
- Rencontre sur la Côte-Nord, à Sept-Îles
Présentation publique de l'avis *Une mixité en chantier – Les femmes dans les métiers de la construction* et discussion avec un groupe d'intervenantes et d'intervenants du milieu de la construction de la Côte-Nord le 21 mai 2013 **252 \$**
 - Réservation de la salle (Musée Le Shaputuan) 90 \$
 - Collations et rafraîchissement (Métro-Richelieu Alimentation) 162 \$
- Rencontre dans Lanaudière
Présentation et discussion publique au sujet de l'étude *Regard sur la réalité des femmes de 65 ans et plus dans Lanaudière* le 24 septembre 2013 **30 \$**
 - Collations et rafraîchissements (Magasin d'alimentation)
- Conférence de presse
Lancement de l'avis *Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action* **995 \$**
le 30 octobre 2013
 - Réservation de la salle (Grande Bibliothèque de Montréal) 540 \$
 - Affiche de type roll-up (Compo Orléans) 390 \$
 - Collations et rafraîchissements (Presse Café) 65 \$

Concours Révolutionne ton 8 mars – Journée internationale des femmes 2014	
Lancement, annonce du jury et de l'équipe gagnante	7 078 \$
Affiche (Héon & Nadeau)	442 \$
Prix de l'équipe	2 500 \$
Publicité (CSPQ – <i>Le Devoir</i>)	1 485 \$
Location de la salle, nourriture, reportage et prise de photos (Le Cercle)	929 \$
Spectacle (Quatuor VoxA4)	1 200 \$
Révision texte (Bla Bla Rédaction S.E.N.C.)	60 \$
Accessibilité PDF (Direct Info)	276 \$
Vidéo Web (USTREAM TV)	111 \$
Carte Itunes	75 \$

SOURCE : Direction des communications, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG05

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;

Organisée par une firme externe :

- c) les sommes dépensées depuis en 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- d) le nom de la ou des firmes de publicité;
- e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- f) le nom des fournisseurs;
- g) le but visé par chaque dépense;

Exposé et statistiques :

Total des dépenses en 2013-2014	2 378 \$
--	-----------------

Dépenses ventilées :

- Université Laval (Université féministe d'été 2013) 300 \$
Séances d'information et de transmission des savoirs sur le thème des technologies, à savoir une libération ou exploitation pour les femmes, auxquelles ont assisté plusieurs membres de la Direction des communications
- Université du Québec à Montréal (Services de formation continue) 795 \$
Formation sur la conception et rédaction d'un plan de communication (méthode R.A.C.E - Recherche, Analyse, Communication, Évaluation) pour une ressource de la Direction des communications
- Centre de leadership et de développement des compétences (CSPQ) 65 \$
Petit-déjeuner : On dirige comme on est avec Laurent Lapierre
- Association québécoise des organismes de coopération internationale 30 \$
Formation sur l'analyse de contexte sensible au genre, la conception d'un cadre logique sensible au genre et l'évaluation d'un projet sur la base de critères relatifs à l'égalité entre les femmes et les hommes dans un contexte de coopération internationale pour une ressource de la Direction des communications
- Marie-Jacques Rouleau 1 128 \$
Conférence sur l'utilisation des médias sociaux via la webdiffusion et Formation Twitter
- Association québécoise des organismes de coopération internationale 60 \$
Colloque ÉFH Coopérer pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde : 30 ans de défis et de réalisations

SOURCE : Direction des communications, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG06

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG07

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l’échéancier;
- e) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Mode d’octroi	Montant
Bages, Léa	Feministnetwork project	Contrat négocié	700 \$
Baril, Geneviève	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	781 \$
Bordeleau, Paul	Réalisation d’une vidéo, scénarimage, illustrations, animation	Contrat négocié	3 720 \$
Boudreau, Iris	Illustration tirelires	Contrat négocié	175 \$
Boulanger, Maxim	Production et réalisation d’une présentation	Contrat négocié	1 750 \$
Boutet, Annie	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	600 \$
C.E.R.I.M.	Services professionnels	Contrat négocié	2 786 \$
Carrier, Nancy	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	600 \$
Chagnon, Véronique	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	3 000 \$
Chalifour communications inc.	Édition d’une plateforme sur le CMS Wordpress sous la forme d’un plugiciel Graphic Control Program Enhanced (GCP+)	Sur invitation	17 300 \$
Champagne, Marjorie	Production d’une capsule vidéo	Contrat négocié	3 503 \$
Champagne, Sarah	Articles pour la Gazette des Femmes	Contrat négocié	3 000 \$
Charron, Hélène	Conférence et services conseils	Contrat négocié	700 \$
Cireau, Clémence	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	750 \$

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Corbeil, Christine	Conférence sur l'intersectionnalité	Contrat négocié	750 \$
Desharnais, Francis	Réalisation d'une vidéo en animation	Contrat négocié	5 080 \$
Dion-Ortége, antoine	Articles : Les glaneuses d'or	Contrat négocié	750 \$
Dumais, Hélène	Révisions linguistique	Contrat négocié	1 595 \$
Duplessis, Marie-Pier	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	600 \$
Dussault, Andrée-Marie	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	750 \$
École nationale d'administration publique	Conseils stratégiques en analyse et ajustement des pratiques de gouvernance	Contrat négocié	1 233 \$
Émond, Ariane	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	750 \$
Éthier, Chantal	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	750 \$
Faradji, Hélène	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	600 \$
Forgues, Martin	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	1 725 \$
Gagné, Geneviève	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	2 100 \$
Galarneau, France	Révision	Contrat négocié	3 105 \$
Geadah, Yolande	Service conseils et professionnels en recherche, analyse et rédaction et conférences pour la promotion de l'avis sur les crimes d'honneur	Contrat négocié	18 500 \$
Hillairet, Clémentine	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	750 \$
Huon, Patricia	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	1 200 \$
K2 impression inc.	Impression Portrait des québécoises en 8 temps	Sur invitation	1 923 \$
Langevin, Louise	Analyse de droit comparé	Contrat négocié	21 125 \$
Lavoie, Louise	Évaluation actuariaire du rapport d'Amours	Contrat négocié	3 000 \$
Lebel, Anouk	Rédaction, entretien, couverture forum	Contrat négocié	3 900 \$
Leclerc, Sylvain	Texte, photographies, vidéo	Contrat négocié	1 000 \$
Legault, Marie-Hélène	Recherche – rédaction rapport d'Amours	Contrat négocié	800 \$
Lehmann, Aurore	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	1 350 \$
Marcotte, Sophie	Articles et révision pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	8 839 \$
Marketing, Léger inc.	Étude au moyen de groupes de discussion - Avis en cours sur la vie amoureuse et sexuelle des adolescentes	Contrat négocié	12 299 \$
Massicoli, Élisabeth	Déconstruire les stéréotypes	Contrat négocié	510 \$

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Mathieu, Annie	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	1 500 \$
Mazalaud, Valerian	Vidéo pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	750 \$
Mercier, Hélène	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	1 350 \$
Mercure, Daniel	Recherche sur l'étude de l'intégration des femmes maghrébines	Contrat négocié	4 875 \$
Milot, Pascale	Recherche, entrevue et rédaction de textes pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	1 575 \$
Ministères des Finances et de l'Économie	Entente de services-conseils en RH	Contrat négocié	13 736 \$
Navarro, Pascale	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	1 200 \$
Poulin-Chartrand, Sarah	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	3 600 \$
Quatuor VoxA4	Présentation d'un spectacle	Contrat négocié	2 400 \$
Reyt, Gwenaëlle	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	1 425 \$
Rezzoug, Leslie	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	750 \$
Rigaud, Delphine	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	975 \$
Rompré, Evelyne	Participation à la capsule d'elles à nous	Contrat négocié	1 000 \$
Rose, Ruth	Consultation d'analyse pré-budgétaire	Contrat négocié	400 \$
Schoenbom, Mélina	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	2 250 \$
SOM	Réaliser un sondage par entrevue WEB	Contrat négocié	5 733 \$
Statistique Canada	Enquête nationale auprès des ménages	Contrat négocié	8 624 \$
Thibault, Paule	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	350 \$
Tremblay, Judith	Révision linguistique des avis, mémoires et autres	Contrat négocié	1 615 \$
Verdun, Aline	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	900 \$
Verville, Marie-Hélène	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	4 950 \$
Williams, Andréanne	Articles pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	750 \$
Wilmot, Rod	Traduction	Contrat négocié	13 719 \$
Total			208 776 \$

SOURCE : Direction des communications, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG08

Titre :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG09

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2013-2014 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas octroyé de contrats en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

SOURCE : Service administratif, 5 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG10

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l’échéancier;
- e) dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question est incluse à la question RG07.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG11

Titre :

Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes estimations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'a aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2013-2014 de plus de 100 000 \$.

SOURCE : Service administratif, 5 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG13

Titre : Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) le distributeur d'eau de source e) le remboursement des frais de transport; f) le remboursement des frais d'hébergement; g) le remboursement des frais de repas; h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i. au Québec ii. à l'extérieur du Québec
--

Exposé et statistiques :	
Liste des dépenses du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014	
Dépenses	Montant
Photocopie	8 795 \$
Mobilier de bureau et ameublement	1 422 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Frais d'assignation, de transport, d'hébergement et de repas	98 452 \$
Frais d'alcool et de fêtes	0 \$
Congrès, colloques et perfectionnement ou ressourcement au Québec	10 045 \$
Congrès, colloques et perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	515 \$
Total	119 229 \$

SOURCE : Service administratif, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG14

Titre :

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisés (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) le nom des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses reliées à la téléphonie du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014

Dépenses	Montant ou Quantité
Le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autres types de téléphones intelligents utilisés	14
Le nombre de tablettes électronique utilisés (IPAD ou autres) et ordinateurs portables reliés au réseau cellulaire	0
Le nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Le nombre de minutes utilisées	Pool
Le nom des fournisseurs	Rogers Bell
Les coûts d'acquisition des appareils	0 \$
Le coût d'utilisation des appareils	3 888 \$
Le coût des contrats téléphoniques	0 \$
Les coûts de résiliation	520 \$

SOURCE : Service administratif, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG15

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012 et 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus et leur valeur estimée;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Exposé et statistiques :

- a) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;**
- b) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;**

Exercice financier 2013 – 2014 ¹								
Catégorie d'emploi	F	M	H	A	Autoc.	CC	35 ans et -	+ de 35 ans
Cadres	2							2
Professionnels	15	2					3	14
Fonctionnaires	13	1			1		3	11
	Total : 33						Total : 33	
F : Personnel féminin								
M : Personnel masculin								
H : Personnel handicapé								
A : Personnel anglophone								
Autoc. : Personnel autochtone (inclus dans le bloc F et M)								
CC : Personnel de communautés culturelles								
¹ Effectif au 31 mars 2014 – Employés réguliers assujettis à la LFP, excluant la présidente d'organisme et le personnel occasionnel.								

- c) **Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel :**
- En incluant les cadres, 274 jours de maladie ont été pris le personnel en 2013-2014. Cette donnée exclut les absences pour invalidité de longue durée.
- d) **Le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée :**
- Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

e) **Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires :**

Mois	Effectuées	Compensées	Payées
Avril	49,08	49,08	0
Mai	95	95	0
Juin	58,25	58,25	0
Juillet	12,25	12,25	0
Août	29	29	0
Septembre	73,75	73,75	0
Octobre	98,08	98,08	0
Novembre	55,07	55,07	0
Septembre	18,66	18,66	0
Octobre	16,25	16,25	0
Novembre	N/D	N/D	0
TOTAL	505,39	505,39	0

f) **Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel :**

Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Total
45	44,5	49	171,5	203,5	54	10,5	8,5	45,5	25,5	0	657,5

g) **Le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée :**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

h) **Le nombre de plainte pour harcèlement psychologique :**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

i) **Le nombre et la répartition par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d’un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l’éducation :**

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégories d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1 de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

j) **L’évolution des effectifs réguliers par catégorie d’emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personne de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions) :**

	Hors cadre et cadres ¹	Professionnels	Techniciens	Employés de bureau	Total
Québec	3	11	10	3	28
Montréal		2			2
Chicoutimi		2		1	3
Rouyn- Noranda		2			2
Total	3	17	10	4	34

¹ Incluant la présidente d’organisme.

k) L’évolution du nombre d’employés bénéficiant d’un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

4 employés.

l) Le nombre d’employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu’ils ont accomplie :

1 employé.

m) Le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et région) :

	Hors cadre et cadre	Professionnels (les)	Techniciens	Employés de bureau	Total
Québec	3	13	11	3	30
Montréal		2			2
Autres régions		4		1	5
Total¹	3	19	11	4	37

¹ Incluant les postes réguliers et occasionnels ainsi que la présidente d’organisme.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Service administratif, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG16

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévu pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

a) **Nombre de départs à la retraite en 2013-2014 :**

Quatre départs à la retraite. Outre les montants auxquels les personnes étaient en droit de recevoir à leur départ pour la retraite (paiement des réserves en banque), le Conseil du statut de la femme n'a versé aucune indemnité supplémentaire.

b) **Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :**

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun remplacement.

c) **Nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées :**

- 2014-2015 : Trois départs à la retraite. Outre les montants auxquels les personnes sont en droit de recevoir à leur départ pour la retraite (paiement des réserves en banque), le Conseil du statut de la femme ne versera aucune indemnité supplémentaire.
- 2015-2016 : Aucune entente signée connue.

d) **Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**

Une personne retraitée engagée.

SOURCE : Service administratif, 5 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG17

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques :

Liste des baux pour les espaces occupés pour le Conseil du statut de la femme 2013-2014

Emplacement de la location, la superficie du local loué, le coût total de ladite location		
Emplacement de la location	Coût total	Superficie
170, rue de l’Hôtel de ville, Gatineau (note 1)	3 597,60 \$	14,89 M.C.
227, rue Racine Est, Chicoutimi	17 301,24 \$	87,36 M.C.
255, rue Principale, Rouyn-Noranda	12 351,68 \$	73,40 M.C.
800, Place d’Youville, Québec	272 349 84 \$	1 079,91 M.C.
500, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	71 908,40 \$	204,01 M.C.
Trop-perçus	1 798,83 \$	
Total	375 709,93 \$	
Note 1 : Le bail a été résilié en septembre 2013, date du dernier paiement pour le bureau de Gatineau.		
Coût d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2013	0 \$	
Durée du bail	Les baux sont renouvelables annuellement	
Propriétaire des espaces loués	- Société québécoise des infrastructures - Euromart Corporation du Canada	

SOURCE : Service administratif, 5 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

RG17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG18

Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacun des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : **Secrétariat général, 5 juin 2014**
VALIDATION : **Présidence**
DATE : **5 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG19

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG20

Titre :

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG21

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Services administratifs, 5 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG22

Titre :

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG23

Titre :

Pour chaque ministère et organismes, le nombre d’occasionnels mis à pied par catégorie d’âge en 2013-2014

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n’est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG24

Titre :

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l’organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale;
- e) l’assignation actuelle ;
- f) la date de l’assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l’assignation, s’il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Nom	Poste occupé	Salaire annuel	Assignation actuelle	Date de début de l’assignation hors structure
Diane Parisé ¹	Conseillère en milieu carcéral	39 062 – 74 057 \$	Ministère de la Sécurité publique	28 janvier 2013
Monique Voisine	Conseillère Service de la condition féminine	32 819 – 48 817 \$	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec	1994

¹ Depuis janvier 2013, cette employée mise en disponibilité, a été relocalisée au ministère de la Sécurité publique, en Gaspésie.

SOURCE : Service administratif, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG25

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
- e) la réservation de loges;
- f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre;

Exposé et statistiques : Période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014

Fournisseur	Coût	Description
APTDQ	63 \$	APTDQ
ASTED	195 \$	ASTED
Cdeacf	40 \$	Cdeacf
Club de presse Blitz	600 \$	Club de presse Blitz
CNW Telbec	700 \$	Fil de presse
Communication DÉMO	6 424 \$	Revue de presse des médias électroniques
Communication DÉMO-CISION QC	10 258 \$	Revue de presse numérisée imprimées
Courrier international	63 \$	Courrier international
Ebsco	93 \$	Documentation recherche féministe
Ebsco	76 \$	InfoPresse
Ebsco	62 \$	Ms.
Ebsco	154 \$	Nouvelles questions féministes
Ebsco	44 \$	Prostitution et société - Mouvement du nid
Ebsco	30 \$	Le Trente
Ebsco	51 \$	Women and Environment — WE!
Éditions Yvon Blais	160\$	Charte canadienne des droits de la personne
Éditions Yvon Blais	257 \$	Loi sur l'accès à l'information
Érudit	105 \$	Recherches féministes — GREMF
Globe and Mail	520 \$	Globe and Mail
IREF	7 \$	FeminÉtudes
L'Actualité	43 \$	L'Actualité
La Presse	310 \$	La Presse
La Sentinelle	48 \$	La Sentinelle
La Tribune	138 \$	La Tribune
Le Devoir	394 \$	Le Devoir
Le Droit	69 \$	Le Droit
Le Jamésien	15 \$	Le Jamésien
Le Nouvelliste	138 \$	Le Nouvelliste
Le Soleil	208 \$	Le Soleil
Les Affaires	44 \$	Premium
Nouvelles	55 \$	Nouvelles/New/L'autre genre d'info

Fournisseur	Coût	Description
Peter W. Hogg	596 \$	Constitutional Law
Premières en affaires	51 \$	Premières en affaires
Progrès du Saguenay — Le Quotidien	234 \$	Progrès du Saguenay — Le Quotidien
Radar	97 \$	Radar
RIBG – CPSQ	3 800 \$	Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio
Wilson & Lafleur	63 \$	Code civil du Québec
Wilson & Lafleur	63 \$	Code criminel
Wilson & Lafleur	63 \$	Code de procédure civile
Wilson & Lafleur	63 \$	Lois du travail
TOTAL	26 394 \$	

SOURCE : Direction de la recherche et de l’analyse, 5 juin 2014
COLLABORATION : Direction des communications
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG26

Titre :

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site web;
- b) le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons de changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hit »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Exposé et statistiques :

1. Site Web du Conseil (www.placealegalite.gouv.qc.ca)

- Conçu par iXmédia 2009-2010
- Hébergé sur un serveur de la firme Oricom, au coût annuel de : 1 800 \$
- L'entretien et les mises à jour du site sont effectués par le personnel du Conseil. La responsabilité de la production et de la diffusion du contenu du site incombe à la Direction des communications du Conseil. Le Service administratif voit à la maintenance.
- Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les types d'informations et de documents à publier. La fréquence est soit quotidienne, hebdomadaire, bimensuelle ou ponctuelle).
- Le personnel du Conseil effectue par ailleurs de manière constante divers travaux d'amélioration et de bonification de son site Web dans le but d'en assurer le dynamisme.
- À l'hiver 2013, des travaux de migration du site vers une nouvelle plateforme WordPress ont été entamés. Cet exercice de transfert et de programmation devrait être complété au printemps 2014. L'ensemble de ces travaux a été réalisé à l'interne.

Fréquentation du site Web

- 192 364 visites, une moyenne de 16 030 visites par mois.

Fréquentation des médias sociaux

- Compte Twitter du Conseil : 1 614 personnes abonnées
- Page YouTube : 1 589 vidéos vues
- Compte Twitter de la présidente : 5 282 personnes abonnées

2. Webzine *Gazette des femmes* (www.gazettedesfemmes.ca)

- Conçu par Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications interactives pour la phase 1 et par des ressources internes du CSF pour la phase 2 au coût de : 26 865 \$
- Hébergé sur une plateforme WordPress, logiciel libre de droits
- Coûts pour l'analyse de fréquentation et d'appréciation (sondage en 2013) : 5 758 \$

(Firme SOM selon un mode d’octroi de contrat négocié)	
• Design webzine adaptatif	5 520 \$
• En juin 2013, la Direction a rencontré deux spécialistes de la firme de sondage SOM, afin de sonder le lectorat de la <i>Gazette des femmes</i>. • Les travaux de remodelage du webzine, suivant les résultats du sondage, seront réalisés en 2014; le contrat sera octroyé à une firme spécialisée selon un mode d’appel d’offres sur invitation.	
Pendant la période de référence (1^{er} avril 2013au 31 mars 2014), le webzine <i>Gazette des femmes</i> : • a publié 77 articles journalistiques, dont cinq dossiers d’envergure traitant en profondeur des sujets d’actualité féministe : - le concept de l’amitié - le sort des aînées - les femmes dans le domaine des sciences - les métiers traditionnellement féminins - la présence des femmes dans le sport de haut niveau. • a mis en ligne cinq capsules vidéo portant sur des enjeux féministes : - les femmes des mines d’or du Pérou - la violence conjugale au Québec - les ouvrières de l’huile d’argan au Maroc - les crimes d’honneur - les femmes dans le milieu cinématographique québécois	
Fréquentation du webzine <i>Gazette des femmes</i>	
• 137 786 visites, une moyenne de 11 482 visites par mois • 6 360 personnes abonnés à l'infolettre <i>Gazette des femmes</i>	
Fréquentation des médias sociaux	
• Babillard Facebook : 3 108 sympathisants • Compte Twitter : 3 098 personnes abonnées • Page YouTube : 13 811 visionnements des capsules vidéo	

SOURCE : Direction des communications, 5 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG27

Titre :

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) les mandats;
- c) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- d) le résultat du travail effectué;
- e) les échéances prévues;
- f) les sommes impliquées.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Services administratifs, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG28

Titre :

Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n’est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG29

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

Exposé et statistiques :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes gouvernementaux.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG30

Titre :

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques :

Veuillez vous référer aux questions RG01 et RG02.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG31

Titre :

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG32

Titre :

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG33

Titre :

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l’inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

Exposé et statistiques :

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes gouvernementaux.

SOURCE :	Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION :	Présidence
DATE :	5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG34

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG35

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme ne reçoit pas de transfert du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

SOURCE : Services administratifs, 5 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG36

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

2013-2014 : 5 597 \$

4 professionnelles : 4 724 \$

1 fonctionnaire : 873\$

SOURCE : Service administratif, 5 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG37

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant des montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Services administratifs, 5 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG38

Titre :

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG39

Titre :

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG40

Titre :

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Exposé et statistiques :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits puisqu'il n'y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l'année financière 2013-2014.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG41

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG42

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG43

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG44

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la question RG15 c) et f).

SOURCE : Secrétariat général, 5 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG45

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Exposé et statistiques :

Depuis 2004, le Conseil du statut de la femme a signé une seule entente avec une Conférence régionale des élus. Cette signature a eu lieu en février 2014. Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) nous informe, compte tenu du nombre élevé de partenaires, que certaines signatures restent à obtenir afin que cette entente soit effective.

ENTENTE SPÉCIFIQUE en immigration dans la région de Lanaudière

Entre les partenaires suivants :

- La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française
- Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Le ministre de la Culture et des Communications
- La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Le ministre des Finances et de l'Économie
- La Conférence régionale des élus de Lanaudière
- La Ville de Terrebonne
- L'Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière
- Le Centre de santé et de services sociaux du Nord de Lanaudière
- La Société d'habitation du Québec
- Le Forum jeunesse de Lanaudière
- Le Comité régional de concertation en immigration de Lanaudière
- La ministre responsable de la région de Lanaudière

Date de signature : Le Conseil du statut de la femme a signé en février 2014.

Nature : La présente entente vise la mise en commun par les PARTIES des ressources financières ou autres et de favoriser l'accueil et l'intégration économique, sociale, linguistique et culturelle des personnes immigrantes, des personnes issues des communautés culturelles, ainsi que l'établissement de relations interculturelles harmonieuses.

Somme associée : Aucune somme directe n'est prévue être versée outre le temps de notre personne- ressource en terme d'expertise et de consultation.

SOURCE : Direction des bureaux régionaux, 5 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidence

DATE : 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – Opposition officielle

Conseil du statut de la femme

TABLE DES MATIÈRES

47.	Bureau de la présidence du CSF : • Rencontres, repas ou réunions; • Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; • Colloques et congrès; • Correspondance avec la ministre de la Condition féminine.
48.	Effectifs par région
49.	Mandats donnés au CSF
50.	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
51.	Comités sur lesquels siège le CSF
52.	Dépenses en publicité
53.	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF
54.	Compressions financières réalisées dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2014-2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP47

Titre :
Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- d) liste des participations à des colloques, des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents;
- e) copie de la correspondance (papier et courriel) effectuée avec la ministre de la Condition féminine.

Exposé et statistiques : 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014

- a) Nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents :**
Madame Julie Miville-Dechêne a participé à 90 rencontres, pour un montant de **1 102 \$**.
- b) Liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre :**
Cette information est confidentielle, car il s’agit de renseignements personnels en vertu des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
- c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation :**

Frais de déplacement	24 565 \$
Frais de voyage (hors du Québec) avec adjointe exécutive	933 \$
Frais de repas	
CT réunion (autres que ceux inclus dans les frais de représentation)	478 \$
Frais de représentation	486 \$
TOTAL :	26 462 \$
- d) Liste des participants à des colloques, des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents :**

Événement	Participant ^{es} du CSF	Coût
2013		
Soirée Chaîne d’excellence, Chambre de commerce de Blainville (9 avril)**	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Discours sur la traite des femmes, Colloque sur la traite, CATHII (11 avril)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Présentation Avis « Les femmes dans les métiers de la construction », États généraux États généraux secteurs traditionnels masculins (24 avril)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Présentations sur les crimes d’honneur, Fondation Sheldon Shumir (2 mai)**	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Présentation sur la traite des personnes, Comité permanent de la justice - Mtl (6 mai)	Nathalie Bissonnette	373 \$
Présentation sur les femmes dans l’industrie minière, New Millenium Iron corp. (15 mai)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	10 \$
Présentation de l’avis « Les femmes dans les métiers de la construction », Sept-Îles (21 mai)	Julie Miville-Dechêne Christine Chabot	290 \$

Événement	Participant·es du CSF	Coût
2013 (suite)		
Présentation de l’avis « Les femmes et le Plan Nord », Université féministe d’été (22 mai)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	0 \$
Cuso International « Présentation du CSF & allocution sur la présence des femmes dans les conseils d’administration	Nathalie Bissonnette	198 \$
Table ronde sur les accommodements raisonnables, UQÀM (23 mai)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Dîner-conférence sur le statut économique des femmes, Ernst & Young (24 mai)**	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Panel « Le voile devant le tribunal : enjeux et défis », Congrès annuel du Barreau (31 mai)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	165 \$
Présentation de l’avis « La prostitution : il est temps d’agir », Conseil fédéral de la CSN (6 juin)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	195 \$
Conférence « Les femmes dans les médias », Infopresse (12 juin)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	182 \$
Présentation de l’avis « La prostitution : il est temps d’agir », Comité interministériel sur l’exploitation sexuelle (12 juin)**	Julie Miville-Dechêne	194 \$
Présentation Les femmes dans l’industrie minière, Congrès minier mondial - Mtl - (13 août)**	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Présentation sur la place du féminisme en 2013, École d’été de l’INM (16 août)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	167 \$
Congrès de l’ACQ – La Malbaie (13 septembre)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	398 \$
Atelier « Femmes, participation citoyenne et vie démocratique », Conférence régionale des élus de Montréal (18 septembre)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	158 \$
Conférence Présentation CSF - Association des CPE (3 octobre)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	52 \$
Panel « Femmes dans le secteur des mines », Forum minier mondial – Sept-Îles (9 et 10 octobre)**	Julie Miville-Dechêne	321 \$
Jury - Remise des prix Gala Saturne – Victoriaville (19 octobre)	Julie Miville-Dechêne	109 \$
Atelier « Certificats de virginité et crimes d’honneur », ISS- UQAM (6 novembre)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	183 \$
Forum SPVM – Présentation Crimes d’honneur Mtl – (14 novembre)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	183 \$
États généraux sur le féminisme – Forum –Mtl (15 novembre)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	183 \$
Colloque Développement Sans perdre le Nord Sherbrooke (27 novembre)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	172 \$
30 ^e Anniversaire CIAFT – Mtl (28 novembre)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
60 ^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits humains, Événement CSN (10 décembre)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	0 \$
2014		
Séminaire 20 ans de la Déclaration Beijing sur les droits des femmes, Québec (21 et 22 janvier)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	0 \$

Événement	Participantes du CSF	Coût
2014 (suite)		
Déjeuner-conférence « La place des femmes en gouvernance », Réseau des femmes exécutives (23 janvier)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	185 \$
Déjeuner-conférence « Les femmes dans la construction », Congrès ACRGTQ (24 janvier)**	Julie Miville-Dechêne Julie Champagne	0 \$
Présentation de l’avis « Les crimes d’honneur : de l’indignation à l’action », Tel-Jeunes (12 février)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	46 \$
Conférence « Le féminisme en 2014 », École Femmes, politique et démocratie - Estrie (14 février)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	567 \$
Présentation de l’avis « Les crimes d’honneur : de l’indignation à l’action », Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (25 février)**	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	334 \$
CRIEC-UQAM : Colloque Racisme et discrimination de Montréal (28 mars)	Julie Miville-Dechêne	19 \$
Total		4 684 \$
e) copie de la correspondance (papier et courriel) effectuée avec la ministre de la Condition féminine 3 correspondances papier 10 correspondances courriel		

***Invitation à prononcer une allocution.*

SOURCE : Présidence, 11 juin 2014
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION: Présidence
DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP48

Titre :

Liste des effectifs du CSF ventilés par région pour les trois dernières années et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

Effectifs 2013-2014

	Hors cadre et cadres	Professionnels	Techniciens	Employés de bureau	Total
Québec	3	13*	11**	3	30
Montréal		2			2
Chicoutimi		2		1	3
Rouyn- Noranda		2			2
Total	3	19	11	4	37

*13 professionnels à Québec dont une ressource en situation de gestion à la Direction des communications. Au total, 19 professionnels dont 2 professionnels occasionnels.

** 11 techniciens dont 10 réguliers et 1 occasionnel.

SOURCE : Service administratif, 11 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION: Présidence

DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP49

Titre :

Copie de tous les mandats donnés au CSF pour 2013-2014.

Exposé et statistiques :

En 2013-2014, le Conseil du statut de la femme n’a reçu aucun mandat de la ministre de l’Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la Condition féminine.

SOURCE : Bureau de la présidente, 11 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION: Présidence

DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP50

Titre :

Copie de tous les avis et mémoires produits ou publiés par le CSF pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que les coûts reliés.

Exposé et statistiques :

MÉMOIRE ET AVIS EN 2013-2014

Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action

Avis, 178 pages

Tirage 1500 copies

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : France Galarneau (2 565 \$)

Impression : J.B. Deschamps Inc. (6 472,75 \$)

Honour crime: indignation to action

Avis, 158 pages

Tirage 500 copies

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Traduction : Rod Wilmot (11 164,32 \$)

Impression : Copie Xpress (2 582,16 \$)

Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action – Résumé

Résumé de l’avis, 33 pages

Tirage 4000 copies

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : France Galarneau (compris dans les coûts de révision de l’avis)

Impression : K2 impressions (3 634 \$)

Femmes et santé : plaider pour un meilleur accès à la première ligne médicale

Avis, 46 pages

Tirage 400 copies

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : (1 045 \$)

Impression : Copie Xpress (939,61 \$)

Une retraite plus équitable pour les femmes : mémoire sur le rapport Innover pour pérenniser le système de retraite

Avis, 43 pages

Document électronique

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : Sophie Marcotte (325 \$)

Des pistes d’amélioration pour le programme de procréation médicalement assistée

Mémoire, 20 pages

Document électronique

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : Bla bla rédaction (140 \$)

L’assurance autonomie : un projet équitable pour les femmes?

Mémoire, 47 p.

Document électronique

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : Judith Tremblay (1615 \$)

Mémoire sur le projet de loi n° 60 : Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement

Mémoire, 29 p.

Document électronique

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Totaux ventilés :

Révision linguistique : 5 690 \$

Traduction : 11 165 \$

Impression : 13 629 \$

Total : 30 484 \$

SOURCE : Direction des communications, 11 juin 2014

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION: Présidence

DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP51

Titre :

Liste de tous les comités sur lesquels siègent le CSF, et les frais encourus.

Exposé et statistiques :

Au plan national, le Conseil siège sur :

- Comité directeur de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO);
- Table Femmes et politique municipale du MAMROT.

Au plan régional, le Conseil siège aux conférences administratives régionales (CAR). Il a aussi participé aux comités suivants en 2013-2014 :

Bas-Saint-Laurent

- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Comité de concertation Égalité.

Saguenay- Lac-Saint-Jean

- Comité interministériel en matière d'égalité de la Conférence administrative régionale;
- Comité directeur d'Engagement jeunesse;
- Sous-comité de l'entente en matière de condition féminine;
- Commission sectorielle en condition féminine de la Conférence régionale des élus;
- Comité de gestion et de suivi de l'entente spécifique en matière de condition féminine;
- Comité santé des femmes.

Côte-Nord

- Comité d'analyse et de suivi de l'entente sur l'égalité entre les femmes et les hommes;
- Commission femmes de la Conférence régionale des élus.

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

- Groupe-conseil en condition féminine;
- Comité-conseil en santé des femmes;
- RESSORT (Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires).

Capitale-Nationale

- Comité Femmes et développement du Regroupement des groupes de femmes 03;
- Table de concertation en condition féminine de la Conférence régionale des élus;
- Table pour la sécurité économique des femmes de la région de Portneuf;
- Comité du cadre d'évaluation en entente spécifique condition féminine;
- Comité responsable de l'évaluation de l'objectif qualité de vie des femmes de l'entente spécifique en égalité.

Mauricie

- Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- Comité Santé des femmes de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Forum de la société civile.

Estrie

- Comité d'orientation sur la conciliation famille-études-travail de la Conférence régionale des élus;
- Table de concer-Action femme de l'Estrie;
- Comité égalité de l'Estrie;
- Comité de suivi pour la sécurité économique des femmes;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en égalité.

Chaudières-Appalaches

- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité de la Conférence régionale des élus;
- Commission régional sur le développement social;
- Comités adhoc du Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches.

Centre-du-Québec

- Comité Femmes et pouvoir de la Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Table régionale du mouvement des femmes du Centre-du-Québec;
- Comité de la Table des femmes (17) sur le décrochage scolaire.

Outaouais

- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité de la Conférence régionale des élus;
- Table régionale de concertation sur la violence conjugale;
- Comité égalité des signataires de la Déclaration régionale de principes en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en Outaouais.

Abitibi-Témiscamingue

- Comité de développement socio-économique du Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Table de concertation régionale en matière de violence faite aux femmes.

Nord-du-Québec

- Comité d'implantation d'une politique régionale de l'égalité (Conférence régionale des élus- Jamésie);
- Comité régional de suivi du projet de planification communautaire visant à améliorer la sécurité économique des femmes en Jamésie.

Montréal

- Comité Femmes de la Conférence régionale des élus de Montréal.

Laval

- Table de concertation pour l'emploi de femmes dans les milieux non traditionnels;
- Table de concertation de Laval en condition féminine.

Lanaudière

- Comité de travail de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Comité de mise en œuvre de l'entente spécifique en immigration;
- Comité santé de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière.

Laurentides

- Comité Femmes et développement local et régional du Réseau des femmes des Laurentides;
- Comité encadreur du Congrès régional sur la condition féminine dans les Laurentides (2015);
- Comité de suivi de l'entente spécifique en matière d'égalité.

Montérégie

- Comité aviseur en égalité Vallée-du-Haut-Saint-Laurent;
- Comité Femmes, Égalité et Mouvement de la Conférence régionale des élus de l'agglomération de Longueuil;
- Comité régional de concertation Condition féminine et égalité de la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie.

Frais : Aucun frais d'inscription direct n'est associé à la participation du Conseil à ces comités.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

Direction des bureaux régionaux, 11 juin 2014

Secrétariat général

Présidence

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP52

Titre : Sommes accordées pour la publication et la diffusion de la <i>Gazette des femmes</i> en 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015. Bilan du nombre d’abonnés, des revenus d’abonnement et de publicité.
--

Exposé et statistiques :	
Sommes accordées en 2013-2014 :	100 000 \$
Bilan du nombre d’abonnés à l’infolettre :	6 360
Revenus d’abonnement et de publicité :	N/A

SOURCE :	Direction des communications
COLLABORATION :	Secrétariat général
VALIDATION:	Présidence
DATE :	11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP53

Titre : Liste de tous les ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques :					
Nom du fournisseur	Formation	Lieu	Date	Coût	Nombre de participants
Burefor inc.	Atelier sur les dynamiques de la personne	Québec	2013-05-09	500 \$	37
Hélène Charron	Conférence sur la socioalisation de genre	Québec	2013-05-09	400 \$	37
Université féministe d’été	Technologies-Libération ou exploitation des femmes	Québec	2013-05-19 au 2013-05-24	1 200 \$	4
CSPQ	Petits déjeuners de leadership	Québec	2013-11-22	195 \$	1
UQÀM, Service de formation continue	R.A.C.E. Conception et rédaction d’un plan de communication	Montréal	2013-11-14 et 2013-11-21	795 \$	1
CSPQ	Groupe de codéveloppement interministériel	Québec	2013-10-17	25 \$	1
CSPQ	Cercle de gestion interministériel	Québec	2013-09-26	25 \$	1
Iptaque, Web social, formation	Formation Twitter personnalisée	Québec	2013-07-11	1 128 \$	6
Réseau action TI	Journée informatique du Québec	Québec	2013-11-19	310 \$	7
CS de la Capitale	Programme d’information et de préparation à la retraite (CARRA)	Québec	2013-10-10 et 2013-10-11	250 \$	1

Nom du fournisseur	Formation	Lieu	Date	Coût	Nombre de participants
Ordre des comptables agréés	Formation CPA	Québec	2013-04-05	0 \$	1
Ministère des Finances	Formation SAGIR, Rapports EI	Québec	2013-04-30	0 \$	2
Ministère des Finances	Formation SAGIR, Rapports EI (Grand Livre)	Québec	2013-05-01	0 \$	1
Christine Chabot	Écriture épiciène	Québec	2013-09-26	0 \$	12
Groupe d'expertise en gestion des documents	Journée thématique du GEGD	Québec	2013-05-22	0 \$	1
Direction de la documentation gouvernementale	Version P7 du logiciel Portfolio du RiBG	Québec	2013-10-17	0 \$	1
Direction de l'accès de l'information et de la protection des renseignements personnels	Loi sur l'accès à l'information	Québec	2013-11-19	0 \$	1
Association québécoise des organismes de coopération internationale	Égalité entre les femmes et les hommes dans les projets internationaux	Québec	2014-11-15 et 2014-11-16	30 \$	1
Ministère des Finances	Inscription du budget	Québec	2014-01-16	0 \$	1
Direction de la santé publique	Violence ou conflit dans une relation amoureuse?	Montréal	2014-01-28	0 \$	1
CSPQ	Forum de la fonction publique régionale	Jonquière	2014-01-30	90 \$	3
Centre de leadership et de développement des compétences	L'accessibilité du multimédia	Québec	2014-02-12	225 \$	1
Association sur l'accès et la protection de l'information	Initiation à l'AIPRP – Mieux connaître la Loi sur l'accès pour avoir les meilleures pratiques	Québec	2014-02-19	550 \$	1

Nom du fournisseur	Formation	Lieu	Date	Coût	Nombre de participants
Ministère des Finances	Fermeture annuelle (M/O budgétaires)	Québec	2014-02-27	0 \$	1
Projet relations amoureuses des jeunes (CSSS Jeanne-Mance)	Enquête sur les parcours amoureux des jeunes (PAJ)	Montréal	2014-02-28	0 \$	1
Ministère des Finances	Cycle budgétaire et budget de dépenses (notion de crédits)	Québec	2014-02-28	0 \$	1
Asted inc.	Veille informationnelle et partage de connaissances	Québec	2014-02-07	120 \$	1
Christine Corbeil	Conférence sur l’intersection-nalité	Québec	2013-12-12	750 \$	14
Relais-femmes	Et qu’en est-il du décrochage scolaire des filles?	Montréal	2014-03-18	20 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Formations CPA	Québec et Montréal	8 journées de formation complète au cours de l’exercice	1 999 \$	4
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme de formation à la gestion publique	Québec	Début 2008-05-13	1 800 \$	1
Total				10 412 \$	

SOURCE :

VALIDATION :

DATE :

Service administratif, 11 juin 2014

Présidence

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP54

Titre :

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2014-2015. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor auprès du ministère ou de l'un de ses organismes.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Service administratif

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION: Présidence

DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e groupe d'opposition

Conseil du statut de la femme

TABLE DES MATIÈRES

1.	Employées et des membres du conseil d'administration
2.	Formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés
2.1.	Effectifs en poste ventilés par région Budget alloué Avis
3.	Dépenses reliées à l'informatique et les technologies de l'information
7.	Sondages effectués
9.	Traduction
10.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats
11.	Concours et tirages effectués
12.	Campagnes de publicité et de sensibilisation
13.	Programme de financement ou de subventions
19.	Plan directeur informatique triennal et réalisations faites en 2013-2014
21.	Accommodements accordés ou refusés pour les employés
64.	Mandats accordés à des avocats et notaires de la pratique privée
65.	Mandats donnés à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultations, assistance ou rédaction concernant la législation
66.	Mandats donnés à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP01

Titre :

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Exposé et statistiques :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Le Conseil du statut de la femme est composé de dix membres, en plus de la présidente du Conseil. Ces membres, issues de différents secteurs d'activité de la société québécoise, sont désignées par le gouvernement du Québec. Les membres sont nommées pour une période de quatre ans. Elles ne sont pas rémunérées pour participer aux réunions du Conseil. Même si un article de notre Loi prévoit une rémunération, celui-ci a été aboli conformément à la décision du Conseil des ministres du 26 février 1986, par lequel le gouvernement mettait fin à la rémunération des membres à temps partiel des différents organismes du gouvernement. Par ailleurs, les membres du Conseil, comme tous les membres des organismes gouvernementaux, sont remboursées pour les frais de déplacement encourus dans l'exercice de leurs fonctions.

Participent aussi aux séances de l'Assemblée, les membres de ministères et organismes, soit neuf sous-ministres ou déléguées, lesquelles n'ont toutefois pas droit de vote.

Milieu	Nom, Prénom	Titre	Date début de mandat	Date de fin de mandat	Rému-nération
Socio-écono mique	Baril, Geneviève	Directrice du développement des compétences et de la mobilisation citoyenne à l'Institut du Nouveau Monde	18 avril 2012	18 avril 2016	0 \$
	Cabirol, Élise-Ariane	Audiologiste au Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Rouyn-Noranda	8 février 2012	8 février 2016	0 \$

Milieu	Nom, Prénom	Titre	Date début de mandat	Date de fin de mandat	Rému- nération
Associations féminines	Lesbet, Leila	Technicienne en éducation spécialisée à la Commission scolaire Marie- Victorin	18 septembre 2013	18 septembre 2017	0 \$
	Ducharme, Francyne	Coordonnatrice de la Table de concertation des groupes de femmes du Centre-du- Québec	Renouvelle ment : 1 ^{er} décembre 2010	1 ^{er} décembre 2014	0 \$
	Latour, Julie	Avocate à la Société des loteries du Québec et ses filiales	18 septembre 2013	18 septembre 2017	0 \$
	Longchamps, Ann	Assistante infirmière-chef en héματο-oncologie au CHU de Québec	18 septembre 2013	30 novembre 2014 (termine le mandat d'une autre personne)	0 \$
Universitaire	Des Rivières- Pigeon, Catherine	Professeure au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM)	Renouvelle ment : 1 ^{er} décembre 2010	1 ^{er} décembre 2014	0 \$
	Laroui, Rakia	Professeure directrice du module du Baccalauréat en enseignement secondaire à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR)	Renouvelle ment : 18 avril 2012	18 avril 2016	0 \$
Syndical	Martineau, Lucie	Présidente générale du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	18 septembre 2013	18 septembre 2017	0 \$
	Gingras, Carole	Directrice du Service de la condition féminine de la Fédération des	Renouvelle- ment : 18 avril 2012	18 avril 2016	0 \$

		travailleurs et travailleuses du Québec			
DUCHARME, Francyne Détentrice d’un baccalauréat en criminologie de l’Université de Montréal, Francyne Ducharme occupe le poste de coordonnatrice de la Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec depuis plus de dix ans. Toujours en lien direct avec le milieu communautaire et le mouvement des femmes, ses emplois antérieurs lui ont également permis d’acquérir de nombreuses expertises en développement local et régional, en économie sociale et en entrepreneuriat féminin. De fait, Mme Ducharme est l’instigatrice de la mise en place de plusieurs groupes communautaires dans sa région, notamment d’une maison d’hébergement pour femmes victimes de violence, d’un groupe d’accompagnantes en natalité, d’une corporation de développement communautaire et d’un centre d’action bénévole. Ainsi, ses expériences de travail et ses vastes implications nationales, régionales et locales lui ont valu l’occasion de développer et d’offrir des formations sur mesure, notamment en gestion communautaire et féministe de même qu’en analyse différenciée selon les sexes. LATOUR, Julie Mme Julie Latour est diplômée en droit civil et en « common law » de l’Université McGill. Elle est membre du Barreau du Québec et du New York State Bar. Depuis 1994, elle est avocate à la Société des loteries du Québec et ses filiales. En 2004, elle a œuvré comme présidente de l’Association du Barreau canadien — Division Québec, avant d’être élue en 2006-2007 au poste de Bâtonnier de Montréal, devenant ainsi la troisième femme à occuper cette fonction. Cofondatrice en 2007 du Forum des femmes juristes de l’Association du Barreau canadien - Division Québec, Julie Latour contribue activement à promouvoir et à rehausser la stature et l’influence des femmes dans la profession juridique et dans la société dans son ensemble. LESBET, Leila Leila Lesbet est technicienne en éducation spécialisée auprès d’enfants autistes, dyslexiques et dysphasiques à la Commission scolaire Marie-Victorin. Diplômée de l’Institut de technologie et de l’éducation d’Alger en pédagogie et en enseignement fondamental, Mme Lesbet a reçu en 2002 un avis d’équivalence du ministère des Relations avec les citoyens et de l’Immigration du Québec, pour un diplôme d’études universitaire de premier cycle. Cette enseignante de métier a notamment travaillé pour une école Montessori ainsi que pour le ministère de l’Éducation nationale en Algérie. Elle a aussi occupé un poste d’éducatrice au Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie. Militante active pour les droits des femmes en Algérie, Leila Lesbet est notamment membre fondatrice du Collectif femmes de la Coalition Laïcité Québec, et s’implique dans de nombreuses causes qui touchent les femmes. LONGCHAMPS, Ann Ann Longchamps a à son actif un long parcours en soins infirmiers. Actuellement en poste à titre d’assistante infirmière-chef en hémato-oncologie au CHU de Québec, Mme Longchamps a auparavant exercé son métier dans deux établissements du Centre hospitalier universitaire de Québec : l’Hôpital de l’Enfant-Jésus et l’Hôpital du Saint-Sacrement. Titulaire d’un certificat de soins infirmiers en oncologie, décerné par l’Association des infirmières et infirmiers du Canada, ainsi que d’un diplôme d’études collégiales en soins infirmiers, Ann Longchamps est spécialisée en oncologie et en soins palliatifs. Membre fondatrice de la coopérative de Solidarité Multi-Santé du Québec Métro et membre active de l’AFEAS depuis près de 20 ans, elle s’implique dans de nombreux comités au sein de cet organisme voué à la défense des intérêts des femmes. GINGRAS, Carole Titulaire d’un baccalauréat en relations industrielles, Carole Gingras est directrice du Service de la condition féminine de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) où elle coordonne, depuis plus de 20 ans, les activités de la FTQ dans le dossier des femmes. Elle contribue activement à faire évoluer la réflexion sur différents dossiers, tels que la politique familiale, la conciliation travail-famille, l’équité salariale, la santé et la sécurité des femmes au travail, et l’équité en emploi. Carole Gingras est régulièrement appelée à participer à des					

recherches sur le terrain avec le milieu universitaire et à produire des mémoires sur des projets de loi touchant les dossiers des femmes. Elle représente également son organisme à diverses instances et à divers comités syndicaux sur la scène provinciale et nationale, entre autres, en étant membre du Regroupement pour un régime québécois d'assurance parentale ou en participant activement au Réseau canadien pour l'équité salariale au côté du Congrès du travail du Canada et de l'ensemble du mouvement syndical canadien et des groupes de femmes. De plus, elle a participé aux deux Forums québécois sur la conciliation travail et famille organisés par le gouvernement du Québec.

MARTINEAU, Lucie

Lucie Martineau cumule des formations en administration et en gestion prospective du travail. Depuis 2008, elle est la présidente générale du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), une organisation au sein de laquelle elle a occupé plusieurs fonctions de haute direction depuis 1996. Lucie Martineau s'est longtemps impliquée pour la cause des femmes, notamment au sein du Comité national des femmes et comme représentante régionale à la Condition féminine au SFPQ.

DES RIVIÈRES-PIGEON, Catherine

Catherine des Rivières-Pigeon possède un doctorat en santé publique de même qu'un post-doctorat en recherches épidémiologiques sur la santé des femmes et des enfants. Depuis 2003, elle œuvre comme professeure à l'Université du Québec à Montréal au département de sociologie. À titre de chercheuse principale, elle dirige des projets de recherche traitant de la conciliation travail-famille et de la dépression postnatale. Elle a obtenu plusieurs bourses d'excellence pour le financement de recherches ainsi que le Prix GREMF/Elsie MacGill 1998, lequel honore le meilleur mémoire traitant de la condition des femmes, toutes disciplines confondues. Catherine des Rivières-Pigeon a également rédigé un livre sur l'insémination artificielle ainsi que de nombreux articles scientifiques, et a agi comme conférencière spécialiste en matière de santé des femmes.

LAROU, Rakia

Rakia Laroui est vice-présidente du Conseil du statut de la femme. Titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation de l'Université Laval, option didactique du français, elle est professeure et directrice du module du baccalauréat en enseignement secondaire à l'Université du Québec à Rimouski. Possédant une vaste expérience en enseignement universitaire de la didactique du français, de langues et de littérature francophones, elle a enseigné à Casablanca, au Maroc, jusqu'en 2000. De plus, elle est membre de comités scientifiques reliés à son domaine, notamment de l'Association internationale pour la recherche en didactique du français (AIRDF), a participé à plusieurs missions d'études au Maghreb, en Europe, en Afrique et en Amérique, et a publié des livres et de nombreux articles scientifiques portant sur l'enseignement, la littérature, la linguistique, la culture et l'écriture féminine. Engagée depuis longtemps dans le mouvement associatif féminin afin de travailler à l'amélioration des conditions de vie des femmes, elle siège au conseil d'administration et au comité exécutif de l'Université du Québec à Rimouski depuis trois ans et préside le conseil d'administration de l'organisme Accueil et Intégration du Bas-Saint-Laurent.

BARIL, Geneviève

Titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal, Geneviève Baril est directrice du développement des compétences et de la mobilisation citoyenne à l'Institut du Nouveau Monde. Elle a œuvré auparavant comme chargée de projet (pont interculturel et mobilisation citoyenne), puis comme coordonnatrice de l'école d'été et de l'école d'hiver au sein de cet organisme. Mme Baril a également occupé le poste de vice-présidente du Conseil permanent de la jeunesse.

CABIROL, Élise-Ariane

Élise-Ariane Cabirol est audiologiste au Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Rouyn-Noranda. Titulaire d'un baccalauréat spécialisé en audiologie et d'une maîtrise professionnelle en audiologie de l'Université de Montréal, elle poursuit des études supérieures spécialisées en gestion des organisations de la santé et des services sociaux. Impliquée dans divers milieux, Élise-Ariane Cabirol a été tour à tour vice-présidente et présidente du Forum jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue, puis vice-présidente des forums jeunesse régionaux du Québec. Dans son domaine d'expertise, elle a présidé le Conseil multidisciplinaire du CSSS de Rouyn-Noranda, en plus d'œuvrer comme administratrice de ce même CSSS. Le

grand public a pu faire sa connaissance à titre de chroniqueuse jeunesse dans les journaux *La Frontière* de Rouyn-Noranda et *l'Écho Abitibien*, de même qu'à la Première Chaîne de Radio-Canada en Abitibi-Témiscamingue.

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

En 2013-2014, les frais de déplacement des membres atteignent un montant de 7 743 \$.

SOURCE : Secrétariat général, 11 juin 2014
COLLABORATION : Service administratif, 11 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP02.1

Titre :

Concernant le Conseil du statut de la femme, pour les trois dernières années financières :

- a) liste des effectifs en poste, ventilés par région;
- b) budget alloué, ventilé par grandes catégories;
- c) liste des avis remis au gouvernement.

Exposé et statistiques :

a) liste des effectifs en poste, ventilés par région

2013-2014

	Hors cadre et cadres	Professionnels	Techniciens	Employés de bureau	Total
Québec	3	13*	11**	3	30
Montréal		2			2
Chicoutimi		2		1	3
Rouyn- Noranda		2			2
Total	3	19	11	4	37

*13 professionnels à Québec dont une ressource en situation de gestion à la Direction des communications. Au total, 19 professionnels dont 2 professionnels occasionnels.

** 11 techniciens dont 10 réguliers et 1 occasionnel.

b) budget alloué, ventilé par grandes catégories

2013-2014

Rémunération	Fonctionnement	Total
2 772 000 \$	1 206 500 \$	3 978 500 \$

c) liste des avis remis au gouvernement

2013-2014

- Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action
Honour crime: indignation to action
Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action – Résumé
- Femmes et santé : plaidoyer pour un meilleur accès à la première ligne médicale

SOURCE :

Service administratif, 17 juin 2014

VALIDATION :

Présidence

DATE :

17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP02

Titre :

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer :

a) le lieu;

b) le coût;

c) la ou les dates de participation;

d) le nombre de participants;

e) le nom de la personne ou de l’organisme ayant offert l’activité;

f) le nom de la formation ou de l’activité.

Exposé et statistiques :					
Nom du fournisseur	Formation	Lieu	Date	Coût	Nombre de participants
Burefor inc.	Atelier sur les dynamiques de la personne	Québec	2013-05-09	500 \$	37
Hélène Charron	Conférence sur la socioalisation de genre	Québec	2013-05-09	400 \$	37
Université féministe d’été	Technologies-Libération ou exploitation des femmes	Québec	2013-05-19 au 2013-05-24	1 200 \$	4
CSPQ	Petits déjeuners de leadership	Québec	2013-11-22	195 \$	1
UQÀM, Service de formation continue	R.A.C.E. Conception et rédaction d’un plan de communication	Montréal	2013-11-14 et 2013-11-21	795 \$	1
CSPQ	Groupe de codéveloppement interministériel	Québec	2013-10-17	25 \$	1
CSPQ	Cercle de gestion interministériel	Québec	2013-09-26	25 \$	1
Iptaque, Web social, formation	Formation Twitter personnalisée	Québec	2013-07-11	1 128 \$	6
Réseau action TI	Journée informatique du Québec	Québec	2013-11-19	310 \$	7

CS de la Capitale	Programme d'information et de préparation à la retraite (CARRA)	Québec	2013-10-10 et 2013-10-11	250 \$	1
Ordre des comptables agréés	Formation CPA	Québec	2013-04-05	0 \$	1
Ministère des Finances	Formation SAGIR, Rapports EI	Québec	2013-04-30	0 \$	2
Ministère des Finances	Formation SAGIR, Rapports EI (Grand Livre)	Québec	2013-05-01	0 \$	1
Christine Chabot	Écriture épïcène	Québec	2013-09-26	0 \$	12
Groupe d'expertise en gestion des documents	Journée thématique du GEGD	Québec	2013-05-22	0 \$	1
Direction de la documentation gouvernementale	Version P7 du logiciel Portfolio du RiBG	Québec	2013-10-17	0 \$	1
Direction de l'accès de l'information et de la protection des renseignements personnels	Loi sur l'accès à l'information	Québec	2013-11-19	0 \$	1
Association québécoise des organismes de coopération internationale	Égalité entre les femmes et les hommes dans les projets internationaux	Québec	2014-11-15 et 2014-11-16	30 \$	1
Ministère des Finances	Inscription du budget	Québec	2014-01-16	0 \$	1
Direction de la santé publique	Violence ou conflit dans une relation amoureuse?	Montréal	2014-01-28	0 \$	1
CSPQ	Forum de la fonction publique régionale	Jonquière	2014-01-30	90 \$	3
Centre de leadership et de développement des compétences	L'accessibilité du multimédia	Québec	2014-02-12	225 \$	1
Association sur l'accès et la protection de l'information	Initiation à l'AIPRP – Mieux connaître la Loi sur l'accès pour avoir les meilleures pratiques	Québec	2014-02-19	550 \$	1

Ministère des Finances	Fermeture annuelle (M/O budgétaires)	Québec	2014-02-27	0 \$	1
Projet relations amoureuses des jeunes (CSSS Jeanne-Mance)	Enquête sur les parcours amoureux des jeunes (PAJ)	Montréal	2014-02-28	0 \$	1
Ministère des Finances	Cycle budgétaire et budget de dépenses (notion de crédits)	Québec	2014-02-28	0 \$	1
Asted inc.	Veille informationnelle et partage de connaissances	Québec	2014-02-07	120 \$	1
Christine Corbeil	Conférence sur l’intersectionnalité	Québec	2013-12-12	750 \$	14
Relais-femmes	Et qu’en est-il du décrochage scolaire des filles?	Montréal	2014-03-18	20 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Formations CPA	Québec et Montréal	8 journées de formation complète au cours de l’exercice	1 999 \$	4
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme de formation à la gestion publique	Québec	Début 2008-05-13	1 800 \$	1
TOTAL				10 412 \$	

SOURCE :

VALIDATION :

DATE :

Service administratif, 11 juin 2014

Présidence

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP03

Titre :

Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Pour 2013-2014 :

Logiciels ou licences	9 739\$
Matériel	5 828\$
Services professionnels - Interne	60 262\$
Services professionnels - Externe	22 636\$
Services professionnels - CSPQ	41 769\$
Total	140 234\$

SOURCE : Service administratif, 11 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP07

Titre :

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Exposé et statistiques :

Pour 2013-2014 :

Sondage	Firme	Coût du contrat
Sondage réalisé auprès du lectorat de la <i>Gazette des femmes</i>	SOM	5 733 \$
Étude au moyen de groupes de discussion - Avis en cours sur la vie amoureuse et sexuelle des adolescentes	Léger Marketing inc.	12 299 \$
Total		18 032 \$

SOURCE :

Direction des communications, 11 juin 2014

COLLABORATION :

Direction de la recherche et de l'analyse, 11 juin 2014

VALIDATION :

Présidence

DATE :

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP09

Titre :

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques :

Description	Firme	Coût du contrat
Avis sur les crimes d’honneur	Rod Wilmot	12 000 \$
Lettres de la présidente	Rod Wilmot	500 \$
Allocution pour la Jordanie (conférence internationale organisée par le Projet régional d’habilitation économique des femmes d’Oxfam-Québec)	Rod Wilmot	840 \$
Article dans la revue Ressources naturelles afin de promouvoir l’accès aux métiers traditionnellement masculins aux femmes dans l’industrie minière	Rod Wilmot	253 \$
Communiqué de presse sur les crimes d’honneur	Rod Wilmot	126 \$
Total		13 719 \$

SOURCE : Direction des communications, 11 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP10

Titre :

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE :	Service administratif, 11 juin 2014
VALIDATION :	Présidence
DATE :	11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP11

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques :

Pour 2013-2014 :

Concours ou tirage	Prix remis	Coût	Objectif
Tirage dans le cadre du sondage SOM sur la <i>Gazette des femmes</i>	Ipad mini	475 \$	Augmenter le taux de réponse au sondage
Tirage sur Facebook dans le cadre du concours Révolutionne ton 8 mars	2 cartes cadeaux Itunes	75 \$	Augmenter le taux de participation au concours
Concours Révolutionne ton 8 mars!	Chèque cadeau remis aux équipes gagnantes	2 500 \$	Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes en reconnaissant le talent de jeunes vidéates amateurs
Total		3 050 \$	

SOURCE :

Direction des communications, 11 juin 2014

VALIDATION :

Présidence

DATE :

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP12

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE :

Direction des communications, 11 juin 2014

VALIDATION :

Présidence

DATE :

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP13

Titre :

Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme ne possède aucun programme de financement ou de subvention.

SOURCE :	Service administratif, 11 juin 2014
VALIDATION :	Présidence
DATE :	11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP19

Titre :

Copie du plan directeur informatique triennal en indiquant les réalisations faites en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer également les sommes avancées qui ont été faites à ce jour au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du Trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et organismes.

Exposé et statistiques :

Voici les réalisations du Conseil en 2013-2014 :

- Dans le secteur du Web, le Conseil a commencé la réfection de son site par un changement de plateforme (Xoops vers WordPress).
- Le Conseil a ajouté une version mobile pour le site de la Gazette des femmes.
- Le Conseil a dû effectuer une mise à niveau critique de l'infrastructure informatique du Conseil afin d'empêcher les pannes généralisées.
- Sous l'angle de la continuité et des infrastructures, le Conseil a revu certaines façons de faire dans un but d'effectuer des économies sans modifier le service, notamment en matière d'hébergement des serveurs et licences : économie de près de 60 % des coûts annuels d'hébergement et rationalisation du nombre de licences.
- Une mise à niveau des connexions internet dans tous les bureaux régionaux a dû être effectuée afin d'éliminer les problèmes de lenteurs constatés. Aussi, le Conseil a dû faire l'implantation d'une deuxième connexion internet au siège social afin d'empêcher les coupures, et d'augmenter la vitesse de transfert pour les bureaux régionaux.
- Le Conseil a dû remplacer les ordinateurs portables du personnel en région.

SOURCE :

Service administratif, 11 juin 2014

VALIDATION :

Présidence

DATE :

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP21

Titre :

Pour 2012-2013 et 2013-2014, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas reçu de demande à cet effet en 2013-2014.

SOURCE : Service administratif, 11 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP64

Titre :

Liste des mandats accordés en 2012-2013 et 2013-2014 à des avocats et notaires de la pratique privée par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement en précisant :

- a) le nom et l'adresse du professionnel;
- b) description de l'objet du mandat, et le cas échéant indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;
- c) le coût horaire et le coût total du mandat, et le cas échéant indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- d) Les prévisions des coûts pour 2014-2015 et pour l'ensemble du mandat confié;
- e) le nom de l'étude du cabinet ou de la société du professionnel;
- f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

Exposé et statistiques :

Pour 2013-2014 :

Nom et adresse du professionnel	Objet du mandat	Coût
Delegatus services juridiques inc. 438, rue McGill, bureau 400 Montréal (Québec) H2Y 2G1	Conseiller en matière de relations de travail	400 \$

SOURCE : Service administratif, 11 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP65

Titre :

Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d’avis, consultations, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2012-2013 et 2013-2014.

Exposé et statistiques :

Pour 2013-2014 :

Nom de la personne	Objet du mandat	Coût
Louise Langevin	Analyse de droit comparé sur l’encadrement juridique des conjoints de fait Relecture finale du projet d’avis sur les conjointes de fait du Conseil	21 125 \$

SOURCE :

Direction de la recherche et de l’analyse, 11 juin 2014

VALIDATION :

Présidence

DATE :

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP66

Titre :

Liste, coûts et détail des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice. Préciser la date de la fin de leur emploi.

Exposé et statistiques :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Service administratif, 11 juin 2014
VALIDATION : Présidence
DATE : 11 juin 2014